

## Nouvelles locales du mardi 16 décembre 2014

@rib News, 16/12/2014 | Politique - Certains partis politiques de l'opposition affirment qu'ils ne peuvent pas accepter les résultats de l'opération d'enregistrement des électeurs qui vient de se terminer au cours de la semaine dernière. Une conférence de presse que ces 18 partis politiques ont animée ce mardi, ils ont annoncé que les irrégularités ont maillié cette opération combien importante pour le bon déroulement des élections ont été si fortes que personne peut les cautionner.

Selon le député Charles Nditije, l'ISTEEBU a estimé que 4.800.000 personnes vont participer aux élections alors que la CENI n'a pu recueillir que 3.670.000 personnes seulement et il en déduit que ceux qui n'ont pas pu s'inscrire sont membres de l'opposition. Mais les autorités administratives n'ont pas délivré des cartes nationales d'identité que le travail de la CENI est irrégulier et demande à la CENI de démissionner et si cela n'est pas fait, ils vont même descendre dans les rues pour l'exiger puisque les manifestations sont autorisées. Il trouve que les élections ne sont pas faites pour la CENI et le parti CNDD-FDD seulement tout en mentionnant que même un pouvoir peut partir sans parler d'une simple commission comme la CENI. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha] - De son côté, Rwaswa Agathon, qui était lui aussi présent dans cette conférence aux côtés de Nditije, Minani, Léonce Ngendakumana, Chevineau Mugwengezo et les autres politiciens, estime que le président de la République devrait plutôt sortir de son silence pour assumer publiquement sa responsabilité dans la suite à réserver au faux résultat de l'opération d'enregistrement des électeurs. Selon lui, il ne suffit pas pour Nkurunziza d'affirmer que les élections de 2015 seront meilleures que les autres que le Burundi a déjà connues, mais encore faut-il les préparer convenablement. Il trouve donc que si les élections sont truquées d'un côté, elles ne peuvent en aucun cas prétendre être bonnes. Il trouve par ailleurs que les propos des membres de la CENI ne sont pas de nature à assurer une bonne suite des opérations. Il demande lui aussi la démission inconditionnelle de la CENI et l'annulation pure et simple des résultats de l'opération d'enregistrement des électeurs. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - Le conseil national des Bashingantahe estime que l'opération d'enregistrement des électeurs ne s'est pas bien passée. Selon un communiqué de presse rendu public ce mardi 16 décembre 2014 par l'institution des notables burundais, la distribution de la carte nationale d'identité a sérieusement entaché cette opération combien importante pour le bon déroulement des élections de 2015. Selon ce communiqué, la CENI adopte par la suite un comportement qui est loin d'être neutre et rassurant et cela ne tranquillise pas du tout les autres partis politiques autres que le CNDD-FDD surtout les partis de l'opposition. Ainsi, ce conseil estime que le processus électoral est mis à mal dans sa préparation. Il demande alors l'annulation des résultats de cette opération d'enregistrement des électeurs et un dialogue inclusif entre tous les partenaires afin de trouver des réponses à toutes les questions soulevées. Il trouve que si cela n'est pas fait, il s'agira d'un cautionnement des erreurs constatées et la consécration d'une situation précaire et mise en scène depuis longtemps par des acteurs non déclarés. [bonesha/rtr/rpa/isanganiro] - Le parti CNDD-FDD a sorti un communiqué de presse ce mardi pour apprécier l'opération d'enregistrement des électeurs prendre fin la semaine dernière. Selon ce communiqué, le parti au pouvoir trouve plutôt que cette opération s'est bien déroulée malgré les cris des uns et des autres. Il trouve par ailleurs que la sécurité était bonne sur tous les sites d'enregistrement des électeurs et que cela témoigne d'une suffisance du bon déroulement de l'opération. Le même communiqué désapprouve le comportement et les propos de certains politiciens et membres de la société civile du Burundi qui demandent l'annulation des résultats de ce travail et la démission de la CENI en estimant que les allégations avancées ne sont pas du tout fondées. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] | Justice - Le correspondant de la RPA dans la province de Bubanza qui avait été arrêté ce lundi a comparu ce mardi devant la tribunal de grande instance de Bubanza dans un procès que l'accusateur qui est le ministre public avait qualifié de fragrance. Arrivé à la barre, l'avocat de la défense a plutôt plaidé pour que ce dossier soit traité normalement avec toute la procédure existante ainsi l'hypothèse de fragrance. Mais Jean Bosco Ngendakubwayo, textes de lois à l'appui, a ainsi demandé que le tribunal annule toutes les procédures que le ministre public avait entreprises et que son client soit libéré provisoirement. Les membres du siège se sont retirés pour une délibération ayant duré 30 minutes et il s'en est suivi que l'affaire soit classée dans les dossiers ordinaires pour dire qu'ils ont exclu l'hypothèse de fragrance comme par la défense. Paradoxalement pourtant, Elogie Niyonzima n'a pas bénéficié de la liberté provisoire et a été ramené en prison de Bubanza. Mais aucun ne demande alors pourquoi le tribunal n'a pas accordé la liberté provisoire au requérant. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] - L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) s'insurge contre l'arrestation et l'incarcération du correspondant de la RPA dans la province Bubanza survenues ce lundi. Selon le président de cette organisation professionnelle des journalistes, Elogie Niyonzima est accusé des faits qui se sont déroulés alors qu'il était rentré chez lui. Alexandre Niyungeko ajoute aussi que même la victime avait auparavant prouvé que le prévenu n'était pas dans le groupe qui l'a attaqué tout comme un des appréhendés, et qui reconnaît lui aussi la faute. Le journaliste n'était pas dans le coup. Il trouve ainsi qu'il s'agit d'une manière d'intimider ce journaliste et les autres pour le débouter de leur travail à cause des dénonciations qu'ils font souvent ; et cela se fait par l'intermédiaire de la justice dont l'indépendance est loin d'être réellement acquise. Il demande ainsi sa libération inconditionnelle des journalistes de continuer à travailler conformément à la loi et à la déontologie journalistique. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb] - Le Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORCS) dénonce le fait que c'est le ministre de l'Intérieur qui ait annoncé à Rwaswa Agathon qu'il ne va pas comparaître devant le parquet d'appel de Bujumbura ce lundi. Selon le président du forum de la société civile, cela montre l'origine des injonctions de poursuivre ce leader politique de l'opposition. Vital Nshimirimana trouve que le pouvoir actuel profite du manque d'indépendance de la justice pour essayer d'écarter certains politiciens de la course à l'élection et trouve que la convocation de Rwaswa à l'approche des élections ne vise qu'à écarter du processus électoral [bonesha/rtr]